

Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP

APPEL D'OFFRE : MAINTENANCES TECHNIQUES ET ENTRETIEN

Lot 1 : Entretien et nettoyage des toitures terrasses

**Lot 2 : Maintenance de la détection intrusion, du
contrôle d'accès et de la vidéosurveillance**

Lot 3 : Maintenance des systèmes de sécurité incendie

**Lot 4 : Maintenance des systèmes d'extinction
automatique des locaux informatiques**

**Lot 5 : Fourniture et maintenance des moyens de lutte
contre l'incendie**

Lot 6 : Maintenance des bornes de recharge électrique

**Lot 7 : Entretien des canalisations eaux usées et eaux
pluviales**

Lot 8 : Dératisation et désourisation

Lot 9 : Entretien des toitures végétalisées

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ | 3 |
| ARTICLE 2 - CADRE REGLEMENTAIRE | 4 |
| ARTICLE 3 - NATURE DES PRESTATIONS | 5 |
| 3.1. Maintenance préventive..... | 5 |
| 3.1.1. Toitures terrasses (Lot 1)..... | 5 |
| 3.1.2. Détection intrusion, contrôle d'accès et vidéosurveillance (Lot 2) | 6 |
| 3.1.3. Systèmes de Sécurité Incendie (Lot 3) | 7 |
| 3.1.4. Systèmes d'extinction automatique des locaux informatiques (Lot 4)..... | 8 |
| 3.1.5. Moyens de lutte contre l'incendie (Lot 5)..... | 8 |
| 3.1.6. Bornes de recharge électrique (Lot 6)..... | 11 |
| 3.1.7. Canalisations eaux usées et pluviales (Lot 7) | 12 |
| 3.1.8. Dératisation et désourisaison (Lot 8) | 13 |
| 3.1.9. Entretien des toitures végétalisées (Lot 9) | 13 |
| 3.2. Maintenance corrective..... | 15 |
| 3.2.1. Dépannage | 15 |
| 3.2.2. Travaux hors-contrat..... | 15 |
| ARTICLE 4 - CONDITIONS D'INTERVENTION | 16 |
| ARTICLE 5 - RAPPORT D'INTERVENTION | 16 |
| ARTICLE 6 - REUNIONS DE MISE AU POINT DU MARCHÉ..... | 17 |
| ANNEXE 1 - Liste des sites et équipements | |
| ANNEXE 1 BIS - Recensement des BAES | |
| ANNEXE 1 TER - Recensement des extincteurs | |
| ANNEXE 2 - DPGF | |
| ANNEXE 3 - BPU | |

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières ont pour objet d'assurer les maintenances techniques et l'entretien des sites des Caisses Primaires d'Assurance Maladie de Seine-Maritime dont les sièges sont situés :

- 42 Cours de la République – 76094 Le Havre Cedex (CPAM Le Havre) ;
- 50 Avenue de Bretagne – 76039 Rouen Cedex (CPAM RED).

Ce marché doit permettre de maintenir de façon constante le niveau de performance et de service tels qu'ils existaient à l'origine du présent marché.

L'ensemble des prestations fait l'objet d'une décomposition en plusieurs lots :

- Lot 1 : Entretien et nettoyage des toitures terrasses
- Lot 2 : Maintenance de la détection intrusion, du contrôle d'accès et de la vidéosurveillance
- Lot 3 : Maintenance des systèmes de sécurité incendie
- Lot 4 : Maintenance des systèmes d'extinction automatique des locaux informatiques
- Lot 5 : Fourniture et maintenance des moyens de lutte contre l'incendie
- Lot 6 : Maintenance des bornes de recharge électrique
- Lot 7 : Entretien des canalisations eaux usées et eaux pluviales
- Lot 8 : Dératisation et désourisaison
- Lot 9 : Entretien des toitures végétalisées

Les sites et équipements concernés, pour chaque lot, sont définis en **ANNEXE 1**. Tout ajout ou suppression de site sera notifié par un avenant. Celui-ci impactera en plus ou en moins le montant du contrat. Il en est de même pour les modifications d'équipement.

Le titulaire désignera un référent technique qui sera le contact unique des services Gestion des Biens des CPAM. Il communiquera ses coordonnées.

Le titulaire désignera également un référent commercial pour le suivi du contrat. Il sera l'interlocuteur unique du service Achats.

Le titulaire préviendra, sous trente jours ouvrés, de tout changement d'interlocuteur et communiquera les nouvelles coordonnées par messagerie aux adresses suivantes :

- maintenance.cpam-le-havre@assurance-maladie.fr pour la CPAM du Havre ;
- sos-gestiondesbiens.cpam-rouen-elbeuf-dieppe@assurance-maladie.fr pour la CPAM RED.

ARTICLE 2 - CADRE REGLEMENTAIRE

Toutes les prestations décrites au présent CCTP seront réalisées conformément aux règles de l'art, aux normes, aux DTU et aux textes réglementaires en vigueur notamment :

- Lot 1 :**
- DTU 43.1
 - DTU 43.5
- Lot 2 :**
- Norme NF C 15 100
 - Règle APSAD R 55
 - Règle APSAD R 82
 - QUALIFALARM
- Lot 3 :**
- Code du travail (article R4224-17)
 - Norme NF S 61- 933 "Système de Sécurité Incendie (SSI) - Règles d'exploitation et de maintenance"
 - Règle APSAD R7 "Détection automatique d'incendie"
- Lot 4 :**
- Code du travail (article R4224-17)
 - Norme NF S 61- 933 "Système de Sécurité Incendie (SSI) - Règles d'exploitation et de maintenance"
 - Règle APSAD R7 "Détection automatique d'incendie"
- Lot 5 :**
- Norme NF S 61- 919 "Maintenance et durée de vie des extincteurs portatifs"
 - Règle APSAD R4 "Extincteurs portatifs et mobiles »
- Lot 8 :**
- Décret n°2011-1325 du 18 Octobre 2011

ARTICLE 3 - NATURE DES PRESTATIONS

3.1. Maintenance préventive

3.1.1. Toitures terrasses (Lot 1)

La fréquence d'intervention est fixée à deux visites annuelles (en avril et octobre) sur chaque site concerné.

Les contrôles réalisés sont non destructifs et compatibles avec le fonctionnement normal des services des CPAM. Les prestations comprennent :

Sur toutes les terrasses

- Accès sur site.
- Inspection et vérification de l'étanchéité de tous les ouvrages complémentaires visibles sur la toiture, notamment édicules, lanterneaux, acrotères, ventilations, zinguerie, bandeaux, bande solin, couvertines, bandes de rive, verrières, exutoires de fumées, ...
- Vérification des relevés d'étanchéité.
- Vérification et nettoyage des entrées d'eaux pluviales, des crépines, des trop-pleins, des gouttières et chéneaux.
- Maintien en bon fonctionnement des évacuations d'eaux pluviales.
- Remise en place des crapaudines et garde grève ou remplacement si usagés ou absence.
- Surveillance et détection de tout autre problème éventuel sur les terrasses ou sur les éléments de sécurité si ceux-ci sont présents.
- Descente et enlèvement en décharge publique des détrit.
- Repli du matériel.

Sur les terrasses auto-protégées

- Vérification visuelle de l'étanchéité de la partie courante.
- Enlèvement des boues, limons, mousses, herbes, végétation et détrit.
- Traitement anti-mousse (produit écologique et non nuisible à l'environnement).
- Vérification et enlèvement de tout corps étranger risquant de provoquer un poinçonnement.

Sur l'espace gravillonné des terrasses

- Enlèvement des mousses, herbes, végétations.
- Ratissage, remise à niveau des gravillons, remise en ordre éventuelle des protections meubles.
- Traitement anti-mousse désherbant et non nuisible à l'environnement.

Sur les terrasses avec dalles

- Démoussage (produit écologique et non nuisible à l'environnement) et nettoyage complet des parties courantes et du revêtement support des plots.
- Calage des dalles instables dans le cas où les contraintes d'exploitation le requièrent.
- Dépose partielle du dallage sur plots pour vérification des naissances pluviales.

3.1.2. Détection intrusion, contrôle d'accès et vidéosurveillance (Lot 2)

Le titulaire réalisera une visite annuelle de vérification complète des installations comprenant selon les sites :

Intrusion

- Contrôle visuel d'état général de l'installation (y compris les éléments non connectés).
- Contrôle de la pertinence de la détection en fonction de l'évolution des locaux.
- Vérification du bon fonctionnement de chaque point de détection intrusion.
- Vérification du bon fonctionnement des éléments de signalisations (sirènes transmissions).
- Vérification et réglage des alimentations, vérification des batteries de secours.
- Contrôle et resserrage des connexions.
- Essais généraux du système.

Contrôle d'accès

- Contrôle visuel d'état général de l'installation.
- Contrôle de la pertinence de l'installation d'origine en fonction de l'évolution des locaux.
- Contrôle des déclencheurs manuels verts
- Vérification du bon fonctionnement des lecteurs de badge.
- Vérification du bon fonctionnement et réglage si nécessaire des moyens de fermeture électromécaniques (gâches serrures, ventouses, ...).
- Vérification et réglage des alimentations, vérification des batteries de secours si nécessaire.
- Contrôle et resserrage des connexions.
- Vérification du bon fonctionnement du logiciel d'exploitation « Sauvegarde des bases de données » (si existant).
- Essais généraux du système.

Vidéosurveillance

- Contrôle visuel d'état général de l'installation (qualité des images affichées, couvertures des secteurs surveillés ...).
- Contrôle de la pertinence de l'implantation des caméras en fonction de l'évolution des locaux.
- Vérification du bon fonctionnement de chaque périphérique (caméras, moniteurs, stockeurs, ...).
- Dépoussiérage et nettoyage des objectifs et des caissons des caméras.
- Réglage éventuel des objectifs.
- Vérification et réglage des alimentations, vérification des batteries de secours.
- Contrôle et resserrage des connexions.
- Essais généraux du système.
- Contrôle du bon paramétrage et du fonctionnement des systèmes de stockage (si existant).

3.1.3. Systèmes de Sécurité Incendie (Lot 3)

Le titulaire réalisera une visite annuelle (en avril pour les Sièges et en octobre pour les autres sites) conformément à la réglementation en vigueur comprenant :

Ensemble de l'installation

Il effectuera notamment une inspection visuelle :

- l'état des détecteurs, du câblage, du tableau ;
- l'état des batteries ;
- le positionnement et le repérage des détecteurs et différents organes.

Et une vérification fonctionnelle (liste non limitative) :

- le contrôle des sources d'alimentation ;
- le contrôle du signal de dérangement ;
- le contrôle de l'imprimante ;
- le contrôle des éléments de transmission des alarmes ;
- les essais de fonctionnement de chaque détecteur incendie ;
- les essais de fonctionnement de chaque déclencheur manuel ;
- les essais de fonctionnement des asservissements ;
- l'examen visuel des dispositifs actionnés de sécurité ;
- les essais des dispositifs de commande ;
- les essais de fonctionnement de l'équipement alarme ;
- les essais de décharge des batteries d'accumulateur ;
- les essais d'interphonie de la zone d'attente sécurisée.

Blocs Autonomes d'Eclairage de Secours (BAES)

A noter que les prestations de vérification des BAES de la CPAM RED débuteront en 2026. Le prestataire s'engagera sur un prix unitaire de vérification d'un BAES.

Les vérifications suivantes seront réalisées :

- état général et caractéristiques d'origine ;
- allumage du témoin de charge ou du tube fluorescent en présence secteur ;
- allumage des lampes d'éclairage de sécurité en cas de coupure secteur ;
- télécommande de mise à l'état de repos ou d'arrêt des blocs lorsque l'éclairage normal est mis volontairement hors tension ;
- autonomie de fonctionnement d'au moins 1 heure ;
- état de l'étiquetage (adapté et en bon état).

Lors de chaque visite, le titulaire devra faire évoluer la liste en **ANNEXE 1 BIS**.

3.1.4. Systèmes d'extinction automatique des locaux informatiques (Lot 4)

Le titulaire réalisera deux visites annuelles (en avril et octobre) conformément à la réglementation en vigueur. Il exécutera notamment les tâches suivantes :

- Vérification de tous les équipements de contrôle et de signalisation, de détections, de déclenchement, d'avertissements, de reports et de stockage.
- Réalisation de tests permettant de vérifier le bon fonctionnement de tous les équipements (sans l'émission de gaz extincteur).
- Réalisation de test d'infiltrométrie lors d'une des visites annuelles.

3.1.5. Moyens de lutte contre l'incendie (Lot 5)

La maintenance préventive consiste en une visite annuelle (en octobre) de chacun des moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, RIA, colonne sèche, équipements de désenfumage).

Un coût forfaitaire, main d'œuvre et déplacement compris, par type d'appareil sera remis selon le bordereau fourni en **ANNEXE 2**.

Lors des visites, le titulaire aura à sa charge de remettre en état de fonctionnement les appareils par le remplacement des petites pièces détachées et des recharges suivant le DPGF et, quel que soit la marque du matériel installé.

Il devra également faire évoluer la liste des extincteurs en **ANNEXE 1 TER**.

Les modes opératoires décrits ci-après doivent servir de base à la définition des opérations à effectuer dans le cadre des vérifications techniques. L'ensemble des prestations de maintenance préventive et corrective devra se conformer à la norme NF S 61-919 de juillet 2004.

A la fin de chaque intervention, le titulaire s'assurera que tous les extincteurs portables reposent sur un étrier (tout extincteur portatif doit être suspendu et non posé sur le sol).

Tous les travaux comprennent le ramassage et la sortie de tous les déchets.

Extincteurs à eau

- Nettoyage extérieur.
- Démontage de l'appareil.
- Vérification du revêtement extérieur, de l'aspect de l'eau neutre ou de l'eau avec additif, du bon fonctionnement des parties mécaniques (percuteur-joint, commande de débit, ensemble de pulvérisation).
- Graissage des filetages d'assemblage du couvercle.
- Plombage du système de sécurité : goupille, clips.
- Apposition de la date de visite sur l'appareil.
- Remise en place de l'extincteur sur l'étrier.
- Signalétique et information de mise en service et d'utilisation.

Extincteurs à CO₂

- Nettoyage extérieur.
- Démontage de l'appareil.
- Vérification de la masse de la poudre, de l'état de détassage de la poudre, de la cartouche de CO₂, du poids de la cartouche de CO₂, du bon fonctionnement des parties mécaniques (percuteur-joint, commande de débit, ensemble de pulvérisation).
- Graissage des filetages d'assemblage du couvercle.
- Plombage du système de sécurité : goupille, clips.
- Apposition de la date de visite sur l'appareil.
- Remise en place de l'extincteur sur l'étrier.
- Signalétique et information de mise en service et d'utilisation.

Extincteurs à poudre

- Nettoyage extérieur.
- Démontage de l'appareil.
- Vérification de la charge par pesée.
- Examen des organes de commande.
- Examen des organes de diffusion.
- Plombage du système de sécurité : goupille, clips.
- Apposition de la date de visite sur l'appareil.
- Remise en place de l'extincteur sur l'étrier.
- Signalétique et information de mise en service et d'utilisation.

Robinets d'incendie Armés (RIA)

- Nettoyage extérieur.
- Vérification du robinet vanne (bon état du robinet, fonctionnement sans effort, graissage), du tuyau sur toute sa longueur et de la lance.
- Apposition de la date de visite sur l'appareil.
- Remise en place du matériel.

Désenfumage mécanique

- Vérification du volet de désenfumage.

Désenfumage (TIREZ-LACHEZ / Treuil TL)

- Déclenchement d'ouverture de l'exutoire.
- Contrôle de l'usure des câbles.
- Contrôle de la liaison et de la tension du câble.
- Contrôle de la fixation des poulies de renvoi d'angles.
- Contrôle de l'état des fusibles.
- Vérification du mécanisme de l'appareil.

- Fermeture de l'exutoire.
- Essais d'ouverture à la demande et en présence du service de sécurité.
- Plombage de l'appareil et remplacement éventuel de la glace à briser.

Désenfumage (Treuil TL avec CO₂ et coffret armoire CO₂)

- Déplombage du poste de commande CO₂.
- Dépose de l'enveloppe du coffret.
- Déclenchement de l'ouverture par percussion de la cartouche CO₂.
- Vérification du déclenchement du treuil.
- Replombage du treuil.
- Contrôle du percuteur (éventuel changement de joint).
- Contrôle du fonctionnement du micro vérin au vérin pneumatique et fixation.
- Contrôle de l'usure des câbles.
- Contrôle de la liaison et de la tension du câble.
- Contrôle de la fixation des poulies de renvoi d'angles.
- Contrôle de l'état du fusible thermique.
- Vérification du mécanisme de l'appareil.
- Fermeture de l'exutoire.
- Essais d'ouverture à la demande et en présence du service de sécurité.
- Plombage de l'appareil et remplacement éventuel de la glace à briser

Colonne sèche

- Vérification du bon état de l'installation.
- Présence de tous les éléments (raccord pompier, prises incendie).
- Mise sous pression.
- Mesure de pression aux prises les plus défavorisées.
- Mesure des pertes de charges.
- Etablissement du rapport d'essais hydrauliques.
- Mise à disposition de pièces de rechange lors des essais (prises, raccords).

Remplacements des extincteurs à reformer (appareil + de 10 ans)

Ceux-ci feront obligatoirement l'objet d'un devis, rédigé à partir des années mentionnés dans l'**ANNEXE 1 TER**. Les quantités réelles, mentionnées dans le rapport d'intervention, serviront de base à la facturation.

Un coût forfaitaire sera remis par type d'appareil selon le bordereau fourni en **ANNEXE 2**. Il comprendra la livraison d'un appareil neuf et sa pose dans le bâtiment concerné. Les matériels fournis seront conformes aux normes en vigueur, signalétique comprise.

Le remplacement sera réalisé pendant la visite annuelle sous condition de réception par le prestataire d'un bon de commande émanant de la CPAM.

3.1.6. Bornes de recharge électrique (Lot 6)

Le titulaire réalisera une visite annuelle.

Il contrôlera l'ensemble des bornes suivant les recommandations suivantes :

Entretien général

- Nettoyage externe.
- Vérification de l'absence d'élément étranger à l'intérieur de la borne.
- Nettoyage interne.
- Vérification de bonne tenue mécanique de la borne au sol et/ou au mur.
- Vérification de l'intégrité de la borne et des câbles sur leur cheminement.
- Vérification de l'intégrité des mises à la masse.
- Vérification visuelle d'absence d'humidité à l'intérieur et à l'extérieur de la borne.
- Vérifier le bon fonctionnement des volets de prises.
- Vérification de la présence des autocollants d'information.

Vérification des connexions électriques

- Vérification des couples de serrage: conducteurs, bornes de puissance des produits, ...
- Vérification des connexions cartes électronique.

Mesures

- Mesure de la résistance de terre (30Ω / nombre de points de charge maximum).
- Mesure de tension neutre / terre ($< 10V$ RMS).

Vérification fonctionnelle

- Fonctionnement des organes de protection et de commande.
- Moteur de verrouillage prise T2.
- Test des de lancement de recharge à l'aide d'un testeur borne IRVE certifié (test des contacteurs).
- Détection de prise Green'up Access.

Mise à jour logicielle

- Vérification de la version firmware de la borne.

3.1.7. Canalisations eaux usées et pluviales (Lot 7)

Ce lot ne concerne que le site de Rouen siège.

Le titulaire réalisera une visite annuelle. Chaque intervention se terminera par le repli du matériel et le nettoyage des lieux.

Colonnes urinoirs et sanitaires sur 9 niveaux

La prestation devra être réalisée le vendredi après-midi, en deux opérations afin de permettre l'utilisation des sanitaires d'un étage sur l'autre.

Elle consistera à verser un produit détartrant biologique à partir des blocs sanitaires, urinoirs, lavabos et postes d'eau.

Afin de laisser agir les bactéries qui vont décoller le tartre, la CPAM condamnera les sanitaires.

Le titulaire devra fournir la fiche technique du ou des produits de détartrage employés.

Regards et caniveau extérieurs

La prestation aura les caractéristiques suivantes :

- balisage de la zone de travail,
- ouverture des regards et des caniveaux (EU/EP),
- mise en place de protections autour des regards ouverts,
- pompage des regards et des canalisations
- curage haute pression des canalisations EU/EP jusqu'au domaine public,
- fermeture des tampons d'accès.

Postes de relèvement

La prestation aura les caractéristiques suivantes :

- balisage de la zone de travail,
- ouverture des postes de relevage,
- pompage et nettoyage des 6 postes de relèvement EU/EP (y compris transport et destruction des matières pompées),
- fermeture des postes.

Canalisations d'évacuation des eaux pluviales du parking souterrain

La prestation aura les caractéristiques suivantes :

- balisage de la zone de travail,
- ouverture des tampons d'accès,
- nettoyage haute pression des évacuations eaux pluviales du parking souterrain, réseau EP, collecteur horizontal et caniveaux en sous-sol jusqu'à la fosse de relevage,
- fermeture des tampons.

Siphons

La prestation aura les caractéristiques suivantes :

- balisage de la zone de travail,
- dépose des siphons,
- pompage, débouchage et nettoyage des siphons,
- fermeture des siphons.

3.1.8. Dératisation et désourisation (Lot 8)

Ce lot ne concerne que le site de Rouen siège.

Le titulaire réalisera deux visites annuelles.

Le titulaire s'engage à ré intervenir gratuitement si une infestation se manifestait après l'intervention prévue dans le présent cahier des charges. Cette garantie est annuelle.

Le prestataire devra intervenir sous 24 heures après le signalement de l'infestation par les services de la CPAM.

La ou les méthodes employées ainsi que les fiches de sécurité des produits utilisés doivent être présentées et détaillées par le titulaire.

La prestation consiste en l'implantation de postes d'appâtage sécurisés selon les règles de l'art dans les zones stratégiques définies dans un plan tenu à jour par le titulaire.

Le titulaire s'engage à collecter sur site et recycler au sein de sa propre filière les déchets biocides (postes et appâts rodenticides notamment) engendrés par le présent marché.

Si les moyens en place dans le cadre du contrat de lutte préventive venaient à ne pas suffire à maîtriser une éventuelle infestation, le titulaire pourrait être amenée à proposer au client des devis pour la mise en place temporaire du renforcement des moyens de lutte alternative.

3.1.9. Entretien des toitures végétalisées (Lot 9)

Prestation d'entretien courant pour végétalisation de types extensifs simples ou composés sur les toitures végétalisées du site de la CPAM du Havre.

La fréquence d'intervention est fixée à **trois (3) visites annuelles** (printemps, été, automne) en mars, juin et septembre.

Le marché débutant au 1^{er} avril 2025, les interventions se dérouleront en avril, juin et septembre la première année.

La prestation porte sur les deux toitures végétalisées du siège de la CPAM :

- Toiture végétalisée Turgot : 33 m²
- Toiture végétalisée République : 456 m²

Le passage pour l'entretien inclut les actions suivantes :

- Enlèvement des déchets sur les surfaces végétalisées et les zones stériles.
- Nettoyage des zones stériles et de tous les dispositifs d'évacuations pluviales
- Désherbage manuel des grandes adventices et zones stériles et évacuation des végétaux indésirables dans les surfaces végétalisées
- Complément de végétaux par semis ou plantation si nécessaire
- Fertilisation par engrais à libération lente si nécessaire
- Arrosage d'appoint par point d'eau, conformément aux règles professionnelles,

3.2. Maintenance corrective

A ce titre, il est demandé au prestataire de s'engager sur les coûts de déplacements et de la main d'œuvre pour toutes les demandes de dépannages et travaux hors-contrat.

Concernant les extincteurs, fournitures et pièces de rechanges feront l'objet d'une facturation détaillée d'après le tarif joint en **ANNEXE 2**.

3.2.1. Dépannage

En cas de panne ou de dysfonctionnement des équipements, **le dépannage sera effectué dans un délai de 8 heures ouvrées**, du lundi au vendredi de 8h à 17h, à compter du signalement par le service Gestion des Biens de la CPAM indiquant la nature du dysfonctionnement et l'équipement incriminé. Pour les canalisations EP/EU, les interventions urgentes seront réalisées dans un délai de 2 heures maximum.

Le Titulaire fournira à la CPAM la procédure à suivre pour déclencher le dépannage (numéro dédié, site extranet, ...).

En cas de petites réparations, la remise en fonctionnement normal et durable de l'installation doit se faire sous 24 heures maximum à compter de l'intervention sur site du titulaire

3.2.2. Travaux hors-contrat

Ceux-ci feront obligatoirement l'objet d'un devis conforme à l'**ANNEXE 3** si définie (lots 1, 2, 3, 4 et 5).

Ils concerneront notamment :

- le remplacement des pièces usées par le fonctionnement anormal des installations ou détériorées par malveillance ;
- les travaux d'amélioration et de mise en conformité ;
- les modifications de l'installation demandées par la CPAM ;
- la fourniture d'équipements nécessaires aux zones réaménagées ou aux nouveaux locaux.

Leur réalisation ne pourra intervenir qu'après réception par le prestataire d'un bon de commande émanant de la CPAM.

Le titulaire est dans l'obligation de signaler toute modification nécessaire à apporter à toute installation afin de répondre à la conformité des normes et réglementation en vigueur.

Ces signalements seront motivés, précisant les références normatives et légales ou en indiquant l'état de vétusté constaté.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'INTERVENTION

Les interventions s'effectueront pendant les horaires de fonctionnement des services soit entre 08h00 et 15h30 – du lundi au vendredi midi.

Les accueils de la CPAM du Havre (Lillebonne et Fécamp) et de RED (Hauts de Rouen, Madrillet, Yvetot) ont des jours d'ouverture réduits.

En cas d'intempéries ne permettant pas l'intervention, celle-ci devra être décalée sous un délai de quinze (15) jours ouvrés maximum avec rendez-vous pris auprès des services Gestion des Biens.

Avant chaque intervention et dans un délai minimum de huit jours ouvrés, le prestataire informera le service Gestion des Biens de sa date d'intervention et fournira le nom des intervenants.

La demande sera à envoyer aux adresses suivantes :

- maintenance.cpam-le-havre@assurance-maladie.fr pour la CPAM du Havre ;
- sos-gestiondesbiens.cpam-rouen-elbeuf-dieppe@assurance-maladie.fr pour la CPAM RED.

Le titulaire intervient dans un site occupé et en activité ; il s'engage à intervenir dans les locaux de la caisse et d'appliquer les règles de sécurité définies dans le plan de prévention qui sera établi lors de la réunion de mise au point du marché.

Un badge sera remis par le service Gestion des biens de la CPAM auprès duquel il est tenu de se présenter avant toute intervention dans les locaux. Il signera le registre « visiteur » à son arrivée et à son départ du site.

L'utilisation des EPI des personnels du titulaire est obligatoire.

En l'absence de dispositif de protection collective, l'entreprise intervenante est tenue d'installer des garde-corps provisoires sur les terrasses non sécurisées.

ARTICLE 5 - RAPPORT D'INTERVENTION

A l'issue des visites, le titulaire devra faire le point avec un agent des services Gestion des biens afin d'informer des vérifications effectuées et anomalies éventuellement constatées et lui faire signer le bon d'intervention correspondant. Il devra noter son intervention dans les registres de sécurité présents dans les bâtiments.

Les interventions donneront lieu à la rédaction de rapports d'intervention pour chaque site et pour chaque type d'intervention listée à l'ARTICLE 3 du présent CCTP.

Ces rapports seront conformes, le cas échéant, aux dispositions réglementaires applicables à chaque prestation mais devront contenir à minima les éléments suivants :

- La désignation de l'entreprise intervenante ;
- L'identité de la personne ayant réalisé le contrôle ;
- La date de l'intervention ;
- Des renseignements généraux relatifs à la vérification ;
- Le reportage photographique pour les terrasses et les toitures végétalisées;

- Une liste récapitulative des observations ;
- Les observations relatives aux équipements contrôlés avec leur localisation précise, ces observations comporteront, outre l'énoncé de la non-conformité, une préconisation de modification à réaliser pour y remédier.
- Un devis éventuel des actions à réaliser conforme au BPU défini en **ANNEXE 3**.

Ils seront transmis sous format dématérialisé, dans les quinze jours ouvrés suivant l'intervention, aux adresses suivantes :

- maintenance.cpam-le-havre@assurance-maladie.fr pour la CPAM du Havre ;
- sos-gestiondesbiens.cpam-rouen-elbeuf-dieppe@assurance-maladie.fr pour la CPAM RED.

ARTICLE 6 - REUNIONS DE MISE AU POINT DU MARCHÉ

A la notification du marché, un rendez-vous sera organisé avec chaque titulaire et les services Gestion des Biens des CPAM pour :

- Effectuer un bilan de conformité et d'état technique des installations.
- Etablir des devis pour les travaux d'amélioration et de mise en conformité des installations si nécessaire.
- Planifier les interventions de l'année.
- Réaliser un plan de prévention pour l'année civile qui sera revu tous les ans.
- Remise du livret de sécurité du prestataire

Le

Le Titulaire,

Le

Le Pouvoir Adjudicateur,

Isabelle WEBER,
Directrice Déléguée des CPAM